Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2020)
Heft: 6

Rubrik: Tour d'horizon 2020

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

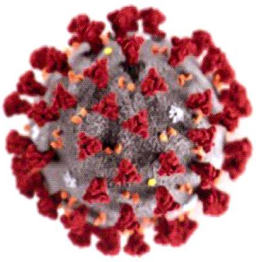
Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

510,1 millions km²

- Crise d'ampleur globale
- d'une durée incertaine
- Souveraineté des Etats-nations vs. Mondialisation
- Effets multiples:
  - géopolitiques
  - économiques
  - agricoles
  - énergétiques
  - sanitaires
  - informationnels
  - militaires
- „Effet tunnel"



100-150 nm

L'appellation Service de renseignement de l'armée (SRA) englobe toutes les fractions de l'état-major et les troupes de l'armée qui assument des tâches liées au renseignement. Le Renseignement militaire (RM) représente le noyau professionnel du SRA à l'échelon du commandement de l'armée et constitue une partie du SRA.

Renseignement

Tour d'horizon 2020

Service de renseignement militaire (SRM)

Si une pandémie à l'échelle mondiale comme celle que nous sommes en train de vivre avait été envisagée par tous les scénarios depuis vingt ans, une crise d'une ampleur aussi grande ne faisait pas partie des hypothèses privilégiées.

Comme d'autres fléaux (la Peste noire au Moyen Age par exemple), le coronavirus a circulé le long des « routes de la Soie », qu'elles soient aériennes ou terrestres. En quelques semaines, l'hémisphère nord a été touché et les régions avec les populations les plus âgées ont été durement affectées. Du fait de son caractère brutal et massif, cette pandémie a donc constitué une véritable surprise stratégique au même titre que la chute du mur de Berlin (1989) ou la crise financière de 2008. Autre facteur déterminant, le « brouillard de l'information » qui a entouré ce nouveau virus très infectieux. Dans une société aussi informée que la nôtre, il a été frappant de constater l'ignorance dans laquelle nous nous trouvions au printemps 2020 sur un adversaire invisible, parfois assimilé au départ à une simple grippe.

A l'heure actuelle et alors qu'aucun vaccin efficace n'est encore disponible, il reste bien aléatoire de tirer un bilan exhaustif. Toutefois, certaines tendances semblent se dessiner: recul de la mondialisation au profit de la souveraineté des Nations et des frontières, retour en force de l'Etat et avènement potentiel de sociétés placées sous surveillance, manifestation de la politique de puissance sous forme d'actions politiques ou militaires opportunistes.

Quelle mondialisation ?

Si l'on reprend les trois futurs possibles pour le monde d'ici 2035 imaginés en 2017 par la communauté américaine du renseignement (*Global Trends : The Paradox of Progress*[1]), celui des « Archipels » (un monde fragmenté) semble plus probable que ceux des « Orbites » (compétition de puissances) ou des « Communautés » (prééminence de la coopération dans un monde hyperconnecté). Il n'est pas anodin que le scénario « Archipels » prenne notamment en compte la « grande pandémie de 2023 ».

Toutefois, pas plus que la Peste noire du Moyen Age n'avait mis fin aux échanges commerciaux, la crise du coronavirus ne mettra un terme à la mondialisation. Car une société interconnectée offre en définitive plus d'avantages que d'inconvénients. En revanche, les conditions de cette mondialisation risquent de conduire à de fortes tensions internationales. A court terme (mois), les grandes entreprises occidentales chercheront à reconstituer leurs marges et continueront donc à s'approvisionner en Asie. A moyen terme (années) toutefois, les chaînes de valeur risquent de se raccourcir, et la production *just in time* décliner. La notion de stocks stratégiques sera appliquée à la santé (aujourd'hui, 80 % des principes actifs des médicaments sont fabriqués en Inde et en Chine) mais sera certainement élargie à d'autres secteurs jugés clé (industrie aéronautique, ...). La capacité d'encaisser des chocs internationaux sera un maître mot, ainsi que le retour à une certaine souveraineté étatique. A Washington comme à Pékin, les partisans du « découplage » des économies des deux pays se trouvent renforcés dans leurs positions. De manière ironique, le slogan des partisans du Brexit, « reprendre le contrôle » (« Let's take back control »), pourrait connaître de beaux jours au sein même de l'Union européenne, notamment avec la redécouverte des frontières et donc une remise en cause du principe de la libre circulation.

Retour en force des Etats

Comme dans toute crise sécuritaire – conflit armé, terrorisme, pandémie –, les Etats voient leur rôle renforcé, y compris dans les démocraties les plus libérales.

1 National Intelligence Council: https://www.dni.gov/index.php/global-trends-home (lien actuel)

Déploiement des forces de l'ordre le 2 juin 2020 devant le Lincoln Mémorial à Washington.

A court et moyen terme (1-2 ans), tous les gouvernements, qu'ils soient autoritaires ou non, chercheront à assurer la sécurité de leurs populations, y compris par des mesures susceptibles de remettre en cause certaines libertés individuelles. Comme le succès actuel des produits proposés par les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) le montre bien, un accroissement du rôle de l'Etat dans l'économie ne signifie pas la défaite des grands acteurs privés, en premier lieu ceux du numérique qui ont tiré profit du confinement et de la généralisation du télétravail, de la télémédecine ou de la télé-éducation. Il est probable que, comme à la suite des attentats du 11 septembre 2001, les populations acceptent dans leur majorité des atteintes significatives à leurs libertés. Et dans l'éventualité d'une résurgence du djihadisme, une sorte d'« état d'urgence permanent » pourrait même s'installer et s'inspirer du cas israélien.

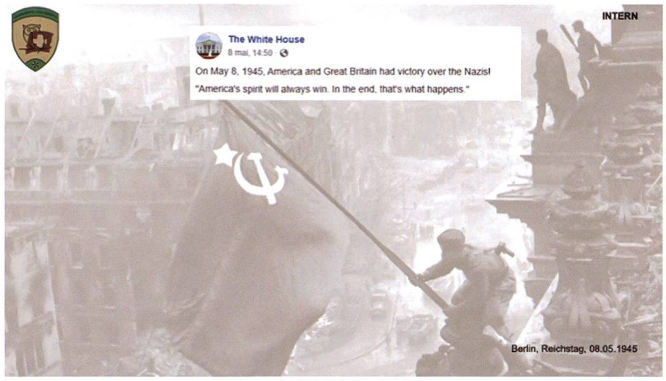
Politique de puissance et risques de dérapage

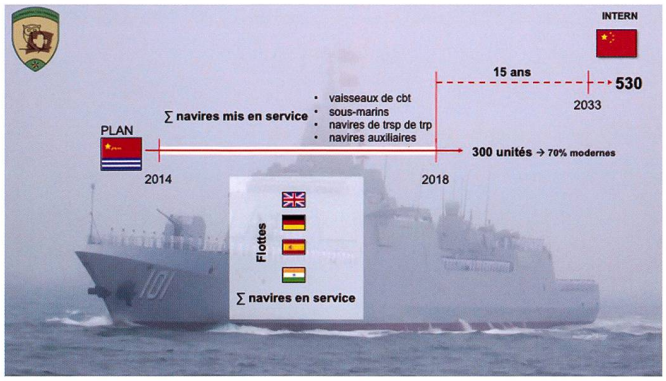
Tous les Etats ont dû faire appel à leurs forces de sécurité et en particulier à leurs forces armées pour faire face à une situation d'urgence. Partout, les militaires ont dû se protéger contre le virus et continuer à s'entraîner pour, le cas échéant, démontrer à n'importe quel adversaire leurs capacités. Au plus fort de la pandémie, cela s'est traduit par une augmentation du nombre d'exercices et de démonstrations de force.

Certains acteurs ont ainsi profité de la concentration de la Communauté internationale sur la pandémie et de la réduction de la capacité d'intervention des grands Etats pour avancer leurs pions, que ce soit en Méditerranée orientale, en Libye ou encore en mer de Chine méridionale. Fin avril 2020 et en pleine pandémie, les dernières données sur les dépenses militaires mondiales ont été publiées[2]. Leur total s'élevait pour 2019 à 1917 milliards de dollars, soit une augmentation annuelle de 3,6 % par rapport à 2018, la plus forte depuis 2010. Cinq Etats ont dépensé le plus en 2019 et concentraient 62 % des dépenses : Etats-Unis, Chine, Inde, Russie, Arabie saoudite. Pour la première fois, deux Etats asiatiques figurent dans le tiercé de tête. En Europe et contrairement aux idées reçues, les dépenses militaires de la première puissance économique de l'Union européenne, l'Allemagne, ont augmenté de 10 % en 2019, pour atteindre 49,3 milliards de dollars. Il s'agit là de la plus forte augmentation des dépenses des 15 Etats qui dépensaient le plus pour leurs forces armées en 2019. En comparaison, la Suisse dépense pour sa défense moins de 1 % de son PIB. Depuis 1960 où il se montait à 2,7 % (avec prise en compte des prestations APG), ce pourcentage se trouve en nette baisse depuis la fin de la guerre froide.[3] L'armée 61 appartient bel et bien au passé. Dans le climat actuel d'incertitudes liées à la fois à la situation internationale, aux élections présidentielles américaines, au dérèglement climatique et, *in fine*, à l'évolution de la pandémie, il est prématuré de prédire une baisse générale des dépenses militaires, celles-ci étant

2 SIPRI, Military Expenditure Database : https://www.sipri.org/databases/milex (lien actuel)

3 Professeur Cédric Tille, « L'armée est-elle un boulet financier ? », *L'Agefi*, 11.08.2020 : https://www.agefi.com/home/acteurs/detail/edition/online/article/larmee-est-elle-un-boulet-financier-498279.html (lien actuel)





La pandémie du Coronavirus signifie également le retour en force des Etats.

liées à la fois à des programmes d'armement en cours et à des enjeux industriels clé (autonomie stratégique).

Conséquences pour l'armée suisse (DEVA)

En Suisse, l'engagement de l'armée au profit des autorités civiles a mis en évidence au moins trois conséquences.
Le modèle d'armée actuel basé notamment sur un fort ancrage régional (via les divisions territoriales) a démontré toute sa pertinence, en particulier par le biais des exercices conduits régulièrement avec les autres acteurs sécuritaires. En France voisine (Auvergne-Rhône-Alpes), un scénario global avait été proposé en septembre 2019, avec implication de tous les services publics. Celui-ci reposait sur l'idée d'une crise majeure qui, en 38 heures, priverait toute la zone de défense considérée de ressources énergétiques et alimentaires. L'exercice devait impliquer des entreprises du secteur des télécommunications, de l'énergie, ainsi que les services de santé et les médias locaux. Jugé non indispensable avant la pandémie, cet exercice est désormais planifié pour l'automne 2020. On peut penser qu'un tel exercice serait pertinent pour nos régions territoriales.

La pandémie ne doit pas faire oublier que la mission principale de l'armée, telle que la Constitution fédérale la formule, reste la défense du territoire et que, pour y parvenir, l'armée doit disposer des moyens nécessaires pour la remplir et, *in fine*, rester crédible. C'est là le prix d'un système de défense dissuasif. A ce jour, personne ne peut préjuger de l'évolution de la situation post Covid-19 (pour autant qu'elle existe) en Europe et dans sa proche périphérie. Dans ce contexte de grande incertitude, un Etat neutre ne peut compter que sur ses moyens et ne pas spéculer sur une hypothétique coopération avec des Etats étrangers.

En situation d'urgence, qu'il s'agisse d'une pandémie ou d'une menace terroriste, la première ligne de défense du pays reste son renseignement. Celui-ci permet aux autorités de conserver une vue globale et indépendante de la situation, dans un monde où l'abondance d'informations tend à tuer l'information et alimenter les fausses nouvelles (« *fake news* »).

SRM